

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

GUINÉE : L'OPPOSITION EXIGE L'ANNULATION DU RÉFÉRENDUM REPORTÉ

L'opposition en Guinée refusait avant-hier de se contenter du report annoncé par le président Alpha Condé d'un référendum contesté et promet de poursuivre sa lutte pour annuler le scrutin, initialement prévu dimanche en même temps que les législatives. "Nous avons entendu le report des législatives et du référendum. Nous félicitons le peuple de Guinée qui a vaillamment combattu contre ce coup d'Etat constitutionnel. Toutefois, nous ne nous satisfaisons pas de ce report", a déclaré Ibrahima Diallo du FNDC.

AFRIQUE DU SUD : LA POLICE ÉVACUE DES MIGRANTS VOULANT QUITTER LE PAYS

La police sud-africaine a évacué hier plusieurs centaines de migrants au cœur d'un imbroglio juridique, qui campaient depuis quatre mois sur une place du centre de la très touristique ville du Cap (sud-ouest). Ces migrants venus d'autres pays africains sollicitent l'aide du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) pour quitter l'Afrique du Sud, où ils ne se sentent pas en sécurité depuis une vague de violences xénophobes qui a fait au moins 12 morts et d'importants dégâts en septembre dernier.

IRAN : PROCÈS DEMAIN DES DEUX CHERCHEURS FRANÇAIS

Le procès de deux chercheurs français détenus en Iran, Fariba Adelkhah et Roland Marchal, doit s'ouvrir mardi à Téhéran, mais leur avocat estime que l'audience risque d'être reportée. Anthropologue franco-iranienne réputée, spécialiste du chiisme, Mme Adelkhah est détenue depuis juin en Iran, tout comme son compagnon français, M. Marchal, africaniste dévoué à l'analyse des guerres civiles en Afrique subsaharienne.

Bissau : Cipriano Cassama jette l'éponge après des "menaces de mort"

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

En l'espace de 48 heures, la situation politique en Guinée-Bissau a totalement basculé. Samedi, le pays avait deux présidents de la République. L'un, Umaro Embalo, déclaré vainqueur de la présidentielle par la commission électorale, a prêté serment jeudi, alors que la Cour suprême n'a pas encore vidé le contentieux. Tandis que l'autre président, cette fois-ci, par intérim, Cipriano Cassama, a été désigné par 54 députés du PAIGC, sur un total de 102 à l'Assemblée nationale, en attendant l'examen du recours.

La Guinée-Bissau avait depuis vendredi deux présidents rivaux, une situation née de la confrontation, toujours en cours, entre les deux candidats au second tour de la présidentielle du 29 décembre. avait été désigné vendredi soir comme "président intérimaire". Et coup de théâtre hier, ce dernier a décidé de ne plus assumer la fonction de "président intérimaire" à la suite de "menaces de mort", moins de 48 heures après sa désignation, dans une déclaration à la presse. "Compte tenu des menaces de mort sur ma personne et mes gardes de corps, j'ai décidé de renoncer à la charge de président intérimaire pour laquelle j'ai été nommé, pour éviter un bain de sang en Guinée-Bissau", a déclaré Cipriano Cassama, un responsable du PAIGC, formation qui domine la vie politique de cette ancienne colonie portugaise depuis son indépendance en 1974. "Je crains pour mon intégrité physique. Ma vie et celle de ma famille sont en danger", a-t-il ajouté, tout en affirmant conserver sa fonction de chef de l'Assemblée nationale. Le candidat du PAIGC, l'ex-Premier ministre Domingos Simoes Pereira, conteste toujours la victoire à la présidentielle attribuée par la Commission électorale à un autre ex-Premier ministre, l'opposant Umaro Sissoco Embalo, donné vainqueur par la commission électorale avec 53,55%.



Le président "intérimaire", Cipriano Cassama, a démissionné hier

M. Pereira, crédité de 46,45%, et le PAIGC dénoncent des fraudes et réclament qu'on recompte les votes. Sans attendre une décision de la Cour suprême, M. Embalo s'était fait quelques heures auparavant investi président de la République et s'est installé au palais présidentiel à Bissau.

M. Embalo a investi samedi le Premier ministre Nuno Gomes Nabiam qu'il avait nommé vendredi, après avoir démis le même jour le Premier ministre Aristides Gomes (PAIGC), reconnu par la communauté internationale. La Guinée-Bissau est plongée depuis son indépendance dans

une instabilité chronique dans laquelle l'armée joue un grand rôle. Le pays est l'un des plus pauvres de la planète. Les narcotrafiquants utilisent son territoire pour faire transiter la cocaïne d'Amérique latine vers l'Europe, avec la complicité suspectée de cadres de l'armée.

L'enlèvement



Une solution devrait, peut-être, venir des dirigeants de la Cédéao.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

QUI sauvera Bissau de la crise politique qui s'aggrave ? Une question qui vaut son pesant d'or à l'heure où ce petit pays lusophone d'Afrique de l'ouest

en l'espace de 48 heures vient d'avoir deux présidents à sa tête. Si Cipriano Cassama a jeté l'éponge parce qu'il dit avoir reçu des menaces de mort, la situation, avec un président Umaro Embalo qui a décidé de prêter serment

jeudi dernier de son propre chef alors que la Cour suprême de son pays n'a pas encore vidé le recours introduit pas son pire ennemi, Domingos Simoes Pereira du PAIGC, qui conteste les résultats donnés par la commission électorale.

Ce petit État, dont les acteurs n'arrivent pas toujours à s'accorder, se retrouve dans une sorte de marasme politique qui ne trouverait de solution, du moins de façon subsidiaire, que par l'intervention des dirigeants de la sous-région, à travers la Cédéao. Il s'agira, une fois de plus, pour les chefs d'État de cette organisation de venir au secours d'un pays plongé dans un coma prolongé. Ils sont donc attendus au chevet du malade Guinée-Bissau, avec la mission de trouver un remède définitif à cette situation politique instable.

Photo:AFP